



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



WESTMINSTER & CITY

NEWS

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N°15 – du 15 au 20 avril 2023

En bref

- En mars 2023, le nombre de [défaillances](#) d'entreprises est en hausse de 16% sur un an.
- En février 2023, 348 000 jours de travail ont été perdus en raison de conflits sociaux, après 210 000 le mois précédent, selon l'[ONS](#), principalement dans le secteur de l'éducation.
- Selon de nouvelles [données](#) de UK Finance, il y a eu 45 367 cas d'escroqueries à l'usurpation d'identité au Royaume-Uni en

LE CHIFFRE À RETENIR

-0,3%

La nouvelle prévision de croissance du FMI pour le Royaume-Uni (la plus faible des pays du G7).

2022, pour un préjudice total de 177,6M£.

-L'agence britannique de crédit-export UKEF nomme un représentant basé à Sao Paulo en vue de promouvoir les opportunités commerciales entre le Brésil et le Royaume-Uni.



Actualité macro-économique

L'inflation ([IPC](#)) ralentit moins que prévu entre février et mars 2023, de 10,4 % à 10,1 % en glissement annuel – À l'exception du sursaut de février (+0,3 pt), l'inflation totale décélère depuis son pic d'octobre 2022 où elle avait atteint 11,1 %. En revanche, l'accélération des prix alimentaires se poursuit, avec une inflation sectorielle qui passe de 18,0 % en février à 19,1 % en mars, ce qui constitue un record depuis 1977. La dynamique inflationniste observée en mars dépasse les anticipations des marchés et de la Banque d'Angleterre qui prévoient une inflation sous les 10%.

Dans un marché du travail toujours très tendu, le chômage augmente légèrement en février – Selon l'[ONS](#), le taux de chômage s'établit à 3,8 % sur la période décembre-février soit 0,1 pt de plus qu'au trimestre précédent. Il reste toutefois inférieur de 0,2 point de pourcentage à son niveau pré-pandémie. Dans le même temps, le taux d'emploi s'élève de 0,2 pt pour atteindre 75,8 %. Entre septembre-novembre 2022 et décembre-février 2023, le taux d'inactivité diminue de 0,4 pt pour atteindre 21,1 %, la majorité des nouveaux entrants sur le marché du travail étant des jeunes en fin d'études. Finalement, bien que le nombre de postes vacants continue de diminuer entre décembre-février 2023 et septembre-novembre 2022 (-50 000, soit

un total de 1,1 million d'emplois non pourvus), le nombre de chômeurs par poste vacant reste très bas (1,2).

L'écart de dynamique salariale entre les secteurs privé public continue de se replier alors que le rythme de croissance des salaires se maintient – Selon l'[ONS](#), la forte dynamique salariale observée depuis la fin de l'année 2021 ne ralentit pas, les salaires ayant augmenté en moyenne de 5,9 % (avec les primes) et de 6,6 % (sans les primes) entre décembre-février 2022 et décembre-février 2023. Le taux de croissance annuel moyen des salaires (avec les primes) dans le secteur public continue d'augmenter pour atteindre 5,3 % sur décembre-février 2023, soit 0,4pt de plus que la période de trois mois précédente. Dans le même temps, le rythme de hausse des salaires (avec les primes) fléchit légèrement de 6,2 % à 6,1%. Bien que les salaires nominaux soient très dynamiques, les salaires réels continuent de se contracter, de 3,0 % entre décembre-février 2022 et décembre-février 2023, soit au même rythme que les deux trimestres précédents.

Actualité commerce & investissement

Le Royaume-Uni [signe](#) un protocole d'entente (MoU) avec l'Oklahoma – Cet accord a pour objectif de stimuler et accroître les investissements croisés dans les technologies vertes, et plus

particulièrement le captage, stockage et utilisation du carbone. Consécutivement aux MoU précédemment signés avec l'Indiana, la Caroline du Nord et du Sud, ce quatrième accord reflète la volonté d'accroître les liens économiques et commerciaux avec les Etats-Unis, malgré l'absence de perspectives sur un véritable accord commercial bilatéral. Par ailleurs, un accord de reconnaissance mutuelle a été signé entre l'*Architects Registration Board* britannique et trois états américains : la Californie, l'Illinois et le Texas en vue de faciliter l'octroi des licences pour exercer la profession d'architecte aux Etats-Unis.

La Trade Remedy Authority (TRA) publie ses conclusions préliminaires relatives à la révision du régime d'exceptions accordées aux pays en développement – A la suite d'une demande de l'industrie sidérurgique britannique, la TRA a exercé un premier examen du régime sur l'ensemble des catégories d'acier. Pour mémoire, les importations en provenance des pays en développement bénéficient d'exceptions à ces contingents tarifaires si les marchandises importées représentent moins de 3 % des importations totales britanniques de ce produit et si, au total, ces exportateurs à faible volume ne représentent pas plus de 9 % des importations totales de ce produit. Dans ses conclusions préliminaires, la TRA a observé que le seuil de 3% avait été dépassé dans 37 cas en 2022, couvrant les importations en provenance de 10 pays sur 16 catégories d'acier (Bahreïn,

Brésil, Egypte, Inde, Malaisie, Chine, Tunisie, Turquie, les Emirats arabes unis et Vietnam). Cependant il s'agit d'une faible augmentation, selon la TRA, par rapport depuis l'été dernier (29 cas recensés à l'été dernier).

ATME Power, dont le site écossais produit des batteries destinées au stockage de l'électricité, envisageait d'ouvrir une *gigafactory* près de la ville de Dundee pour un coût initial estimé à 200 M£ – ATME espérait pouvoir démarrer sa production d'ici 2026 et créer 215 emplois. Le directeur général de l'entreprise, Alan Hollis, a cependant affirmé que l'entreprise n'avait pour l'instant pas réussi à obtenir suffisamment de financements de la part des gouvernements écossais et britannique pour mettre en œuvre ce projet. ATME estime avoir besoin de subventions publiques lui permettant de couvrir 15 à 20 % de l'investissement initial et a également appelé le gouvernement britannique à envisager des mesures visant à réduire les coûts opérationnels. Selon Alan Hollis, l'*Inflation Reduction Act* américain fait des Etats-Unis une alternative attractive pour l'implantation de sa *gigafactory* en raison du niveau de subventions accordées aux industries vertes. Face aux entreprises et fédérations professionnelles britanniques qui multiplient les appels à un « IRA britannique », le chancelier de l'Echiquier Jeremy Hunt a réaffirmé son intention de ne pas se lancer dans une course aux subventions et a indiqué que le R-U s'appuyait plutôt sur une

« *approche réglementaire favorable à la croissance* ».

Dans un [rapport](#) du cabinet d'avocat **Fleishman Hillard**, les entreprises britanniques témoignent des difficultés des échanges commerciaux avec l'UE – Alors que les entreprises interrogées considèrent le marché européen comme prioritaire pour leurs activités, 40% déclarent que leurs exportations vers l'UE ont chuté. Par ailleurs, 62% déclarent rencontrer des difficultés suite à la sortie du Royaume-Uni de l'UE, notamment sur leurs chaînes d'approvisionnement (près de 72%) et lors du passage des contrôles douaniers (68%). Ainsi les entreprises interrogées souhaitent une amélioration des échanges avec l'UE et invitent le gouvernement à limiter les changements réglementaires. L'importance de la clarté et de la stabilité du régime juridique est souligné par les entreprises.

Actualité financière

1 Réglementation financière et Marchés

Lors d'un [discours](#), J.Cunliffe, directeur exécutif de la **Prudential Regulation Authority (PRA)**, évoque de potentielles limites fixées à l'utilisation des **stablecoins** – Pour rappel, la Banque d'Angleterre (BoE) a publié récemment une consultation pour l'encadrement

des cryptoactifs, dont une partie des **stablecoins**. J. Cunliffe a ainsi clarifié que les **stablecoins** étant amenées à être régulées seront celles utilisées pour des paiements. Il a également déclaré que les **stablecoins** systémiques devraient être adossés à des actifs de haute qualité et liquides tels que des dépôts à la BoE ou des titres très liquides, ou une combinaison des deux. Cependant, il ne sera pas possible selon lui de mobiliser, en cas de défaillance, le fonds de garantie des dépôts (FSCS) qui protège les dépôts bancaires jusqu'à 85 000£ et dont le seuil est actuellement débattu au sein du régulateur technique. Enfin, Cunliffe a évoqué la tokenisation des dépôts bancaires, solution jugée plus aisée à réglementer, meilleure pour la stabilité financière que les **stablecoins** et qui tomberait dans le cadre du FSCS.

Le City Minister défend les réformes d'Edimbourg dans le contexte des faillites bancaires de SVB et Crédit Suisse – Dans un [article](#) du FT, Andrew Griffith explique que le Royaume-Uni a été en mesure de prendre des mesures pour sauver la filiale britannique de SVB en raison des réformes mises en place après la crise financière mondiale de 2008, qui ont renforcé les exigences de capitaux et séparé la filiale britannique de sa société mère aux États-Unis. Ces mesures auraient rendu selon lui la vente de SVB UK à HSBC plus facile et évité des conséquences désastreuses pour le système financier britannique. L'article mentionne également les "réformes d'Edimbourg" que le gouvernement britannique prévoit de mettre en place

pour améliorer le système financier après le Brexit. Selon A. Griffith, ces réformes visent à améliorer la stabilité et la croissance du secteur en éliminant certaines règles héritées de l'UE et jugées inappropriées pour le Royaume-Uni et en simplifiant les réglementations. Le Ministre y affirme également que ces réformes sont ciblées et visent à rendre les protections existantes plus efficaces plutôt que de les éliminer.

A.Griffith [annonce](#) la nomination de Sophie Hutcherson au conseil d'administration de la *Financial Conduct Authority* (FCA) – S. Hutcherson, qui possède 30 ans d'expérience dans les services financiers en tant que conseillère principale du PDG chez Wells Fargo et ayant occupé divers postes de direction chez Deutsche Bank UK, a été nommée administratrice non exécutive de la FCA. En outre, Bernadette Conroy a été réélue pour un deuxième mandat de trois ans en tant qu'administratrice non exécutive de la FCA. Ben Broadbent a également été réélu pour un troisième mandat au Comité de réglementation prudentielle de la PRA.

2 Banques et assurances

La BoE [publie](#) des propositions de modification du mécanisme de protection des dépôts bancaires – Les propositions s'articulent autour de 3 axes: (i) un portail en ligne permettant aux déposants de fournir des coordonnées bancaires alternatives pour transférer électroniquement leur solde couvert par le mécanisme de protection des dépôts à une autre

banque lors d'une crise de liquidité chez la première, (ii) l'amélioration de la continuité des services bancaires à l'aide de l'infrastructure utilisée pour le partage des informations de paiement et la redirection des paiements effectués vers/depuis l'institution en faillite, et (iii) l'exploration d'un meilleur soutien opérationnel et de capacité pour les banques receveuses. Enfin, d'après le [FT](#), la BoE réfléchirait également à augmenter le seuil de protection des dépôts pour les petites entreprises, notamment pour couvrir les Besoins en Fonds de Roulement (BFR) de ces entreprises dépendantes de leurs accès aux liquidités à court terme pour payer les salaires des employés.

Le plus grand actionnaire de HSBC, Ping An, a [déclaré](#) que la banque avait "exagéré" les coûts et les risques liés à la séparation de ses opérations asiatiques – Pour rappel, Ping An a proposé l'année dernière la scission d'HSBC en deux branches distinctes, sous prétexte d'une différence géographique majeure dans la répartition des profits. Dans cette nouvelle offensive, l'actionnaire principal considère qu'HSBC sous-performe par rapport à ses pairs (9,9% de rendement des fonds propres contre 12,5% en moyenne selon Ping An) et que la banque aurait besoin de cette scission pour améliorer ses résultats. Ces derniers commentaires sont intervenus après que, selon le FT, des sources proches de Ping An aient déclaré que l'assureur chinois voterait en faveur de deux résolutions d'actionnaires lors de

l'assemblée annuelle d'HSBC, demandant que les dividendes soient augmentés pour atteindre les niveaux d'avant la crise et que la banque s'engage à procéder à un examen structurel régulier. HSBC s'y est néanmoins opposé.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Responsable de la publication : Service Économique Régional de Londres

Rédacteurs : Quentin Bon, Carole Lebreton et Sophia Milliaud

Revu par Thomas Ernoult

Pour s'abonner : londres@dgtresor.gouv.fr